

PRIVATISATIONS

Hanoune répond à Ouyahia

Louisa Hanoune s'inscrit a contrario de la thérapie de choc à la grave situation économique et financière du pays que préconise Ahmed Ouyahia, s'opposant fortement à l'option de privatisation pour laquelle ce dernier plaide.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - La secrétaire générale du PT qui s'exprimait, hier, à l'ouverture d'une réunion du bureau politique du parti, n'a certes pas nommément cité le secrétaire général du RND, mais l'allusion est limpide et ne souffre aucun doute, lui qui préconise la privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques «dont la situation financière se détériore en raison des problèmes liés au plan de charge et à la gestion».

Evoquant la situation critique du pays et les recettes émises ici et là pour lui faire face, Hanoune a parlé de «voix officielles de l'Etat qui s'élèvent pour proposer ce qu'elle considère être le pire». Soit, le retour à la privatisation des entreprises publiques comme ne cesse de le suggérer le patron du RND.

Une privatisation au dinar symbolique, que le pays a déjà «endurée» par le passé, au milieu des années 1990, qui, a-telle affirmé, a «désertifié le tissu industriel du pays avec des entreprises

transformées en aires de stockage de marchandises importées. Ce qui a eu pour effet la vente de 1 200 entreprises publiques et pas moins de 1 500 000 postes d'emploi sous la dictée du FMI et de la Banque mondiale».

Et de s'interroger : «Mais que veulent-elles, ces voix, la liquidation du reste des entreprises publiques dont Sonatrach ? Une option de privatisation dont le président de la République a reconnu publiquement l'échec en 2008 comme celui du partenariat avec des pays étrangers ? Veulent-elles balancer le pays dans l'anarchie à la somalienne ?»

Pour la secrétaire générale du PT, l'alternative à ce «péril en la demeure» existe pourtant, une alternative qui «exige de l'audace et beaucoup de patriotisme». Un péril que nombre d'indicateurs illustrent on ne peut plus tristement. Comme ces sociétés privées en bâtiment ou ces autres sociétés de sous-traitance au profit de sociétés publiques, qui agonisent, d'autres sociétés des tra-



Louisa Hanoune, SG du PT.

vaux publics, croulant sous les dettes qu'elles détiennent auprès de démembrements de l'Etat, qui font que des milliers de travailleurs ne perçoivent plus leurs salaires depuis des mois.

«C'est une bombe qui va rapidement exploser», avertit

Hanoune pour qui les retraités de l'ANP recourent à braver des températures inhumaines et en plein Ramadhan pour un peu de dignité et de reconnaissance, 300 médicaments dont certains vitaux pour des maladies chroniques manquent dans les hôpitaux.

La secrétaire générale du PT citera également le complexe d'El-Hadjjar, «le plus grand d'Afrique, le bijou du pays, asphyxié par l'importation du rond à béton alors que le gouvernement fait tout pour réduire les importations. Ou encore «ces grèves qui durent des semaines mais sont ignorées, le pouvoir d'achat qui s'effondre de plus en plus, poussant à la récession dans une spirale infernale, ces transferts sociaux réduits drastiquement menaçant de détruire les liens positifs entre la majorité de la société et l'Etat et pousser ainsi pour la rupture».

Elle avertira également des «coupes sévères prévues, dans le cadre du projet de loi portant loi de finances 2018 dans les budgets de fonctionnement et d'équipement des secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé.

Des coupures qui, si elles venaient à avoir lieu, avertira-t-elle, seraient à valeur «d'arrêt de mort» pour ces secteurs névralgiques qui, en plus d'avoir besoin de plus d'attention, nécessitent une «refonte totale» en matière de politique pour ce qui est de l'enseignement supérieur et de la santé.

M. K.

LUTTE ANTITERRORISTE

L'ANP marque des points

Mois de référence, quand on se rappelle les terribles années quatre-vingt-dix, le Ramadhan sur le plan de la lutte antiterroriste est marqué, depuis plusieurs années maintenant, par une maîtrise du terrain presque intégrale de la part des détachements de l'ANP, au nord du pays, dans les contrées où la présence de groupes persiste malgré tout, comme au Sud où règne une très instable conjoncture sécuritaire chez nombre de nos voisins du Sahel et à l'Est, aux frontières avec la Libye.

A l'entame de la dernière décennie de ce mois de Ramadhan 2017, elles ne sont sans doute pas de la même ampleur que ces opérations qui ont marqué le cours du mois de Ramadhan de l'année dernière, avec notamment cette impressionnante offensive menée pendant plus de dix jours dans le massif de Rouakeche, dans la commune de Baâta au nord de Médéa, qui avait vu l'ANP anéantir un groupe de 14 terroristes, quelques semaines à peine après en avoir fait de même avec un autre groupe, pris de toutes parts dans la forêt d'Errich, dans la périphérie de la ville de Bouira.

Des opérations impressionnantes qui illustraient d'ailleurs parfaitement le rapport de force durant une année 2016 qui restera comme une des plus marquantes dans la suite de la lutte antiterroriste de l'après-décennie noire. C'est en fait comme une autre guerre qui est menée aujourd'hui à ces fameux résidus des groupes terroristes qu'évoquent les discours officiels. Une autre guerre où le renseignement est en train de donner une tournure que les groupuscules en activité n'attendaient pas, comme l'indique l'opération de la semaine dernière à l'issue de laquelle trois terroristes ont été

arrêtés à la nouvelle ville Ali-Mendjeli de Constantine après qu'ils eurent été préalablement identifiés. Une triple arrestation qui met fin à l'aventure du groupe ayant longtemps activé dans la capitale de l'est du pays et qui s'était mis dans l'idée de prendre le relais de Jund al-Khilafa au nom de l'Etat islamique.

C'est donc un mois de Ramadhan où «l'exploitation efficace de renseignements», comme le soulignent les communiqués émis ces derniers temps par le ministère de la Défense, a ainsi permis, dans l'après-midi de jeudi, à un détachement de l'ANP, en patrouille près de la ville de Tamanrasset, la mise hors d'état de nuire de deux terroristes et la récupération d'un véhicule tout-terrain à bord duquel ont été récupérés deux fusils mitrailleurs FMPK et une importante quantité de munitions.

On rappellera que c'est également à Tamanrasset, dans la localité de Silet plus précisément, que la toute première opération de ce mois de Ramadhan a été menée par l'arrestation de trois terroristes et la récupération d'une kalachnikov, un fusil semi-automatique Simonov et des munitions. Jeudi donc, le déploiement de l'armée a



Les éléments de l'ANP toujours sur le qui vive.

été fatal non seulement à deux terroristes, mais également à plusieurs personnes soupçonnées de faire partie de réseaux de soutien à Skikda, Blida et Oran. Des arrestations qui intervenaient vingt-quatre heures après l'interpellation de deux individus, l'un à Tizi-Ouzou et l'autre à Constantine, présumés eux aussi membres de réseaux de soutien. Ce sont en tout pas loin d'une quinzaine de personnes arrêtées pour ce dernier motif, parmi lesquelles les cinq individus qui l'ont été à Tébessa au lendemain de l'arrestation de trois terroristes à Bir-el-Ater qui ont reconnu être les auteurs de la pose de la mine artisanale qui a explosé lors du passage d'une patrouille militaire le 2 juin, le même jour où les recherches engagées après l'attaque contre les gendarmes au pied d'un barra-

ge à Larbaâ ont abouti à l'élimination de deux terroristes, Charef Abderrahmane alias El-M'sili, et Nouari Mohamed Bachir, au nord de Bougara, dans la wilaya de Blida.

C'est donc une dernière décennie du mois sacré qui est entamée à l'image des mois de Ramadhan où la situation sécuritaire, depuis quatre ou cinq ans, était marquée par le rétrécissement des facultés de mouvement et de nuisance des groupuscules terroristes notamment dans leurs territoires de prédilection, le triangle constitué des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès, et les contrées du Grand Sud du pays notamment les localités situées près des frontières sud-est où l'armée a conduit de retentissantes opérations surtout ces deux dernières années où, lorsque ce n'étaient pas des

incursions sur le territoire national qui étaient annihilées, c'étaient des quantités d'armes, parfois hallucinantes, sur lesquelles les patrouilles de l'armée, particulièrement affectées à la surveillance des frontières, mettaient la main. Ainsi, il paraît loin le temps où, à la veille du mois de Ramadhan, les pires craintes étaient ouvertement émises, et des plans de sécurisation mis en branle un peu partout pour contrer toute velléité de tentative des groupes terroristes de semer la mort.

La donne n'est plus la même, c'est une certitude, mais de douloureux souvenirs, dont celui de l'embuscade tendue le jour même de l'Aïd el-Fitr d'il y a deux ans à un détachement de l'ANP à Aïn Defla, sont encore bien frais pour inciter à ne pas se relâcher.

M. Azedine